

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
INTERREGION EST

Intitulé du concours
ou de l'examen :

Attaché territorial

CONCOURS (1) Interne (1)

Externe (1)

EXAMEN (1) Troisième concours (1)

(1) Cocher la case correspondante

ouvert le 17 novembre 2022

à Vandœuvre - les - Nancy

Epreuve de Note

Spécialité et/ou option : Administration générale
(le cas échéant uniquement)

Numéro d'anonymat
Cadre réservé à
l'administration



PARTIE

A

LAISSER EN BLANC

ET

A

RABATTRE

Humecter, rabattre et coller la partie gommée.
OBLIGATOIRE POUR GARANTIR VOTRE ANONYMAT

fracture numérique. Ces outils ont également un coût important que doivent prendre en compte les collectivités.

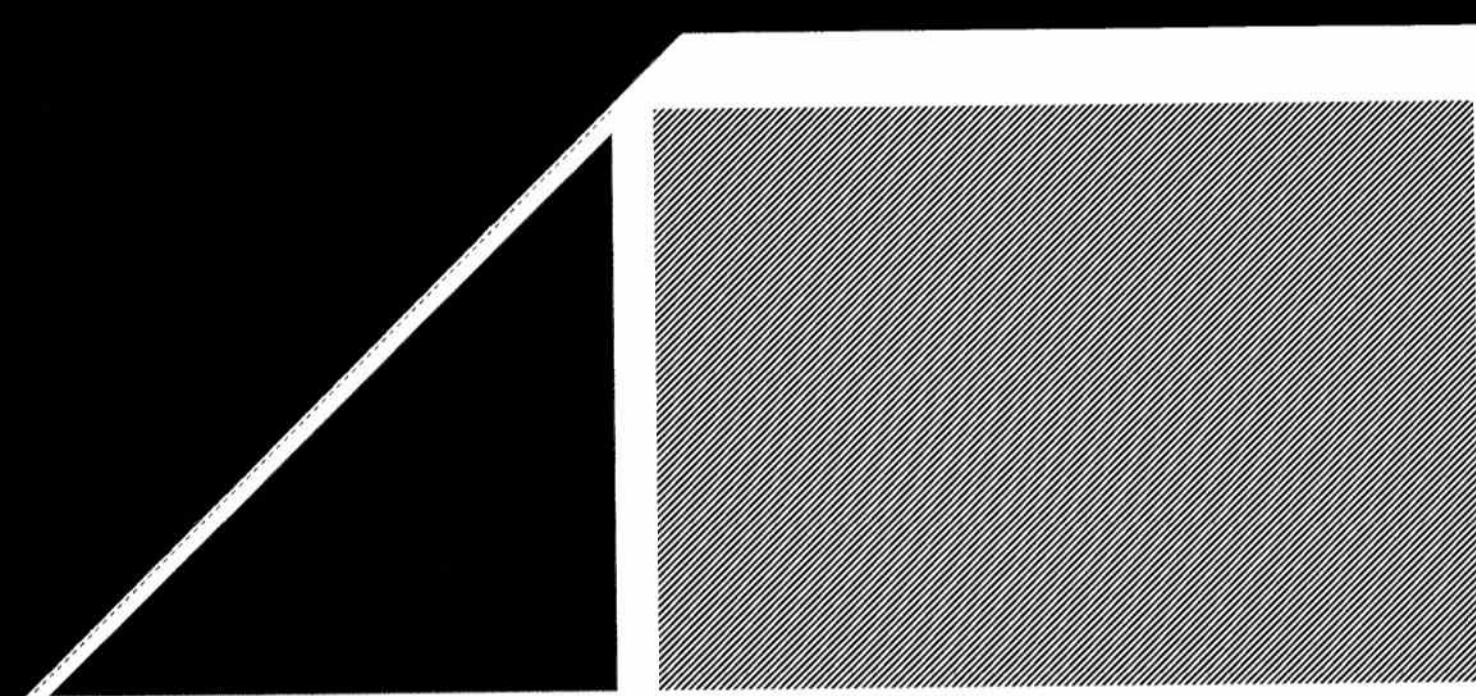
Ainsi, ces limites étant identifiées, il est nécessaire pour les collectivités de se doter de moyens pour éviter ces écueils et parvenir à la mise en œuvre d'une démarche efficace de participation citoyenne.

B. Des clés de réussite pour les collectivités.

L'élément central de réussite de la démarche est une implication importante des élus et des services de l'administration dans la conduite du projet.

En effet il est nécessaire d'inscrire ce changement de paradigme dans le projet d'administration et d'adapter la politique des ressources humaines qui devra favoriser les échanges, la créativité et la transversalité dans la collectivité.

La démarche devra également s'appuyer sur une équipe pluridisciplinaire et associer les partenaires de la collectivité. Ainsi, la communauté de communes Entre Dore et Allier s'est appuyée sur les services de la DRAC, du Département et de la Région pour concevoir une équipe pluridisciplinaire issue du dispositif



"27^e Région" qui explore de nouvelles façon de concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques. Cette équipe a participé la co-construction des usages de la médiathèque intercommunale au travers de la résidence dans les lieux pour faciliter l'échange et l'observation des usages. En ce qui concerne les usages du numérique, il est important de favoriser la participation à travers une communication renforcée et de s'appuyer sur des relais territoriaux pour transmettre les informations et assurer des dispositifs de médiation favorisant l'inclusion.

Enfin, quel que soit l'outil mobilisé, il est primordial de mettre en œuvre une démarche d'évaluation et de s'assurer que les citoyens disposent d'un retour suite à leurs contributions dans une logique de pérennisation de la participation.

Lined writing area with horizontal ruling lines.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
INTERREGION EST

Intitulé du concours
ou de l'examen :

Attaché territorial

CONCOURS (1) Interne (1)

Externe (1)

EXAMEN (1) Troisième concours (1)

(1) Cocher la case correspondante

ouvert le 17 novembre 2022

à Vandœuvre - les - Nancy

Epreuve de Note

Spécialité et/ou option : Administration générale
(le cas échéant uniquement)

Numéro d'anonymat
Cadre réservé à
l'administration



PARTIE

A

LAISSER EN BLANC

ET

A

RABATTRE

Humecter, rabattre et coller la partie gommée.
OBLIGATOIRE POUR GARANTIR VOTRE ANONYMAT

Ville d'Admiville
Direction générale des services

Le 17 novembre 2022

Note à l'attention de la
Directrice Générale des Services

objet : Co-construction des politiques et services
publics locaux

Depuis les années 90, la participation citoyenne
préscripe les collectivités locales dans un souci
d'amélioration du service public et d'adhésion aux
décisions.

Les collectivités disposent d'un nombre importants d'outils
de mise en œuvre de la participation citoyenne. Toutefois,
la plupart ont montré leurs limites. Les collectivités
doivent donc rechercher une association plus
importantes des usagers pouvant aller jusqu'à la
Co-construction des politiques et services publics.
La présente note traitera dans un premier temps
de l'évolution de la participation citoyenne vers
la co-construction (I) avant d'aborder dans un
second temps la complexité de mise en œuvre des
nouveaux outils de co-construction (II).

I) De la participation citoyenne à la co-construction.

Si elle conserve ses objectifs premiers, la participation citoyenne doit répondre à de nouveaux enjeux (A) qui impliquent le déploiement de nouveaux outils (B).

A. Les nouveaux enjeux de la participation citoyenne

Trois objectifs principaux sont attachés à la participation citoyenne ; l'approfondissement et l'élargissement de la démocratie participative, la rénovation du management public et le renforcement du lien social par la mise en place de nouveaux espaces de dialogue. Pour répondre à ces objectifs des outils tels que les instances représentatives ont été créés. Les instances traditionnelles telles que les conseils de quartier connaissent plusieurs limites.

Dans un premier temps se pose le problème de l'inclusion au sein de ces instances dont l'accès peut apparaître réservé à des "citoyens-experts", et où une position dominante peut être sur-représentée.

Dans un deuxième temps, le manque de retours concrets et visibles des citoyens sur leurs contributions est source de démotivation. Enfin, le caractère permanent de ces

dispositifs peut conduire à l'institutionnalisation des citoyens.

Ainsi, ces instances d'information, de consultation ou de concertation ne sont pas nécessairement représentatives et sont centrées sur des problématiques individuelles.

Afin d'aller plus loin dans la participation citoyenne et d'avoir une approche plus centrée sur les usages du service public, les collectivités se dotent de nouveaux outils.

B. De nouveaux outils pour répondre aux enjeux de co-construction

De nombreuses collectivités expérimentent de nouveaux modes de participation citoyenne pour parvenir à une co-construction du service public.

Il s'agit de repenser les méthodes de travail de l'administration en adoptant une approche basée sur les usages et les usagers. Le Département de l'Ille-et-Vilaine a créé un poste de "concepteur d'expérience utilisateur" afin d'observer les besoins sur le terrain avant de concevoir des solutions. D'autres collectivités optent pour le Design Thinking, travail collaboratif permettant de comprendre l'utilisateur en amont de la construction d'un projet.

Ces méthodes sont source de motivation pour les agents impliqués en redonnant du sens à leur action, elles permettent l'émergence d'idées nouvelles et le processus de co-construction renforce la légitimité des décisions.

Les outils numériques apportent également un nouveau dynamisme à la participation citoyenne en améliorant la communication entre élus, administration et usagers, en permettant la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail et en facilitant la compréhension des démarches de participation par les habitants et leur accessibilité. Les collectivités peuvent notamment organiser des consultations numériques

comme l'a fait la Métropole de Nantes avec "Le Grand Débat : Nantes, la Loire et Nous" qui a recueilli un très grand nombre de participations.

Ainsi, face aux nouveaux enjeux de la participation citoyenne et de la co-construction des politiques et services publics, les collectivités peuvent mobiliser de nouveaux outils. Toutefois ces derniers demeurent complexes à mettre en œuvre.

II) La complexité de mise en œuvre des nouveaux outils de participation citoyenne.

Bien que l'impact de ces nouveaux outils semble positif, des limites sont identifiées (A) et nécessitent la mise en œuvre de clés de réussite (B).

A. Les limites des nouveaux outils de participation citoyenne

Les expérimentations de modes innovants de co-construction des services publics font apparaître des limites.

Dans un premier temps, il est à noter que si les démarches co-construites jouissent d'une légitimité renforcée, elles nécessitent une implication plus importante des élus et de l'administration et prennent plus de temps.

Dans un second temps, le coût financier et humain de ces démarches est très important avec souvent la nécessité de mobiliser un nombre d'agent important ou de recruter. Le recours à des prestations ou supports externalisés est également onéreux.

D'un point de vue des ressources humaines, il est nécessaire d'adapter les modes de management au risque de déstabiliser l'administration qui n'a pas pour habitude de prendre en compte "l'expertise citoyenne".

Enfin, les solutions numériques, très nombreuses rendent difficile le choix des outils adaptés aux besoins et peuvent exclure certains publics au regard de la